

CNTE

Coordination nationale des travailleurs de l'éducation

VERS L'ÉDUCATION DONT ONT BESOIN LES MEXICAINS

Nous qui manifestons contre cette prétendue *réforme éducative*, nous sommes des centaines de milliers de travailleurs de l'éducation de tous les États du pays, membres de la CNTE. Sont représentés dans ce mouvement des travailleurs de l'éducation des villes et de la campagne, et notamment des entités fédérales comptant le plus de pauvreté, d'exploitation et de violence. Notre présence dans chaque communauté, village et ville nous permet de connaître la partie de la nation ayant le plus de problèmes et l'incapacité de l'État depuis des décennies à offrir une éducation digne aux enfants et aux jeunes. Nous sommes les enseignants que le pays a chargés depuis des décennies de la tâche toujours difficile de former des millions d'élèves, toujours avec peu de moyens, dans des écoles pleines de carences. Parmi eux se trouve la grande partie de la population scolaire qui parle une langue qui n'est pas l'espagnol, qui doit travailler dès l'enfance, qui arrive en classe sans avoir déjeuné, et qui tôt ou tard se verra obligée à abandonner l'école. Mais nous sommes aussi les enseignants de la périphérie des agglomérations grandes et petites du nord, de la péninsule de Basse Californie et du centre du pays, des lotissements et quartiers où, tout à côté de la prospérité des zones privilégiées, abondent les enfants et les jeunes qui ont peu d'avenir. Ceux qui — par leur travail mal payé — contribuent à l'accumulation de richesses d'un pays qui se flatte d'être la quatorzième puissance économique du monde, mais maintient des millions de gens dans la pauvreté.

Précisément parce que bien des enseignants qui manifestent aujourd'hui proviennent de la partie oubliée du Mexique qui se trouve dans toutes les régions du pays, notre protestation a non seulement des racines sociales très profondes, mais elle se nourrit de la connaissance, d'une constante discussion, de nombreux forums, conférences, réunions, rencontres, livres et matériels imprimés qui à présent circulent en grand nombre et qui transforment notre mouvement enseignant en un lieu de rencontre d'idées et même de manières différentes de voir l'éducation.

Depuis notre position d'enseignants engagés pour le pays, nous avons dit à bien des reprises que nous sommes contre la réforme du gouvernement parce que tout ce qu'elle offre, c'est davantage d'exams standard et tout un appareil de supervision et de surveillance sur les enfants, les enseignants et les écoles. Parce que ce n'est pas une *réforme* qui reprenne les grandes carences et, au delà de mesurer, leur offre une réponse. Elle n'offre rien en matière d'éducation qui serve à soutenir les efforts personnels et collectifs que font une grande partie des Mexicains pour sortir de la pauvreté et de la subordination. Au contraire, il s'agit d'une réforme persécutrice qui menace de licencier des milliers d'enseignants et de continuer à disqualifier des millions d'enfants pour insuffisance. Cette *réforme* ne parle pas de chemins, de propositions capables d'inviter les familles, les enseignants et les élèves à modifier l'état déplorable dans lequel se trouve depuis des décennies l'éducation nationale. Elle offre simplement — mais maintenant en tant que mandat constitutionnel et légal — les mêmes stratégies qui ont été annoncées et appliquées — sans succès — depuis 1992 : mesurer, surveiller, stimuler et, surtout à présent, punir.

Nous, les enseignants, nous avons dénoncé le fait que la *réforme éducative* est la porte d'entrée à une étape de supervision et de sanctions contre les enseignants, et cela se confirme à présent avec les propositions de norme pour l'Institut national pour l'évaluation de l'éducation (INEE), la Loi générale du service professionnel enseignant (LGSPD) et les modifications à la Loi générale de l'éducation (LGE). Elle apparaît ici comme une *réforme* profondément autoritaire, qui renforce la bureaucratie, le centralisme et l'uniformité, qui établit une nuée de contrôles et de règles autour de l'école, et qui s'appuie sur une évaluation formaliste et verticale pour persécuter les enseignants, mais qui est incapable d'engendrer des processus de transformation. C'est-à-dire une réforme administrative et de statut, qui est bien loin d'être éducative.

Nous proposons une véritable transformation éducative, qui démarre avec un énoncé partant du cœur même du processus éducatif, qui soit capable de mobiliser autour de lui les acteurs et les forces sociales

les plus importants dans l'éducation.

Nous proposons une éducation humaniste qui remplace les valeurs du marché par la pratique de valeurs universelles ; qui retrouve et place au premier plan le respect et l'élargissement du droit humain à l'éducation, le renforcement de l'éducation publique et un processus éducatif solidement enraciné dans les besoins du développement des personnes et de leurs communautés et régions.

Une éducation ancrée dans la mémoire historique de notre peuple, mais ouverte à la culture et à la connaissance universelles, avec une vision large de la science et des humanités. Une éducation solidement arrimée à l'autonomie et à la participation démocratique dans la classe et en dehors d'elle.

C'est-à-dire un processus éducatif qui soit orienté vers la formation de femmes et d'hommes sages, autonomes, critiques, solidaires, préoccupés du bien-être de tous et en particulier de celui de leur communauté et de leur famille. Une éducation qui ne repose pas sur la séparation classiste entre éducation technique et théorique, mais qui intègre les deux dimensions en une seule formation de haut niveau aux larges horizons. Il s'agit, en outre, de transformer le processus éducatif en un espace de créativité, d'exploration et de participation, exempt de rigidités et s'appuyant sur la curiosité, l'engagement responsable des enseignants, des élèves et de la communauté ; et sur l'intérêt et l'engagement solidaire des enfants et des jeunes pour ce qui se passe autour d'eux. D'un autre côté, on cherche à ce que cette éducation soit disponible pour tous les habitants du pays, si lointaine et petite que soit leur communauté, et si énorme que soit le nombre d'aspirants aux écoles et institutions dans les villes. Et cette éducation — créative et pour tous — est une responsabilité de la société qu'assume l'État à travers l'éducation publique, gratuite et laïque.

Pour atteindre un processus éducatif comme celui décrit ci-dessus, le chemin ne passe pas par une *réforme administrative et statutaire* comme celle qui se trouve dans l'agenda gouvernemental. Il est nécessaire de renforcer dans le cadre légal et la Constitution ce qui existe déjà : que l'éducation doit être pour tous, à tous les niveaux, et il faut aussi reprendre dans les plans et programmes d'étude les leçons pédagogiques anciennes et modernes qui nous permettent d'offrir aux enfants et aux jeunes une éducation en profondeur, large et de haut niveau ; par conséquent, il faut transformer les manuels scolaires, tout en maintenant leur gratuité.

Cela demande en outre une manière différente de concevoir la relation entre la communauté et l'école, afin que puissent naître des processus de connaissance depuis la communauté, avec le soutien des collectifs scolaires et avec des enseignants spécifiquement consacrés à cette tâche en coordination avec les parents d'élèves.

Cela suppose aussi un effort financier de 12% du PIB pour l'éducation¹ afin de garantir l'accroissement de l'infrastructure en éducation à tous les niveaux, équipement et nombre d'enseignants. Nous exigeons que tous les centres scolaires du pays disposent des conditions optimales, matérielles et humaines, pour développer leur travail.

Cela demande de se poser sérieusement la question de l'actualisation pour les enseignants en service à tous les niveaux de l'éducation. Il faut un système national de bibliothèques présentes et virtuelles et en finir avec l'analphabétisme.

Nous demandons au Gouvernement fédéral, au Ministère de l'Éducation publique, au pouvoir législatif et judiciaire, d'ABROGER la réforme éducative (les articles 3 et 73 de la Constitution) et de commencer immédiatement un débat national et populaire sur la situation de l'éducation publique et les mesures pour réellement l'améliorer et la renforcer.

La Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation réaffirme son engagement à participer au débat et à la construction de propositions viables et pertinentes pour atteindre la justice sociale dans notre pays.

Nous proposons un parcours de forums dans les écoles, les zones scolaires, les régions, les États et au niveau national, favorisant une ample consultation et participation des enseignants, des élèves, des parents d'élèves, des chercheurs et autres secteurs des communautés.

¹ Le PIB du Mexique en 2012 a été de 15 billions 503 milliards de pesos ; sur la base de la recommandation de l'UNESCO de destiner 12% du PIB à l'éducation, ce budget devrait être d'un billion 860 milliards de pesos ; pour 2013, le budget éducatif est d'à peine 567 milliards 379 millions de pesos, qui équivalent à 3,78% du PIB.

L'importance de cette façon de procéder réside dans le fait que la prétendue *réforme éducative* n'a pas surgi d'un processus d'ample participation et ne peut s'appeler démocratique. Introduite comme une initiative présidentielle le 10 décembre 2012, elle a été approuvée à peine quelques jours plus tard, de manière extrêmement précipitée, sans débat parlementaire et, bien entendu, sans une consultation plus large de la société et des groupes et personnes intéressés. Autoritaire dès son origine, l'actuelle *réforme* n'essaie même pas d'être démocratique dans son orientation et ses contenus. Elle n'a pas de proposition pédagogique au sujet de processus éducatifs alternatifs orientés vers la démocratie, non plus au sujet d'une forme de conduite de l'école reposant sur la participation des acteurs scolaires. Au contraire, elle dessine un profil autoritaire, restrictif et rigide à l'intérieur de ce processus éducatif.

En opposition, nous affirmons l'importance du fait qu'en plus de la formation en connaissances, l'école doit viser à transformer les élèves en véritables citoyens — conscients et soucieux de « l'intérêt général de la société » (article 3 de la Constitution). En ce sens, l'école doit être une communauté qui se développe dans un climat de liberté, en l'absence de la peur, et réglée par les accords et lignes directrices qu'à leurs places respectives construisent les élèves et les enseignants au niveau de la classe, de l'école et de la relation avec la communauté.

Des accords qui favorisent la formation des élèves dans la découverte et la connaissance des dynamiques de responsabilité et d'éthique citoyennes, à l'intérieur de l'école et en dehors d'elle. Nous rejetons la conception suivant laquelle l'école doit copier la structure et le climat d'une entreprise. Parce qu'on prétend qu'elle doit être sous la responsabilité d'un gérant charismatique qui commande à un groupe d'employés (les enseignants) et garantit à ses clients (élèves et parents) un bon service (la qualité).

Nous rejetons la conception suivant laquelle l'éducation est un exercice de subordination où l'élève est seulement quelqu'un de passif qui reçoit de l'information et qui, ensuite, doit en rendre compte dans un examen standardisé. Ces traits montrent que l'idée d'« éducation de qualité » est en réalité un processus d'éducation mercantilisé et autoritaire qui subordonne élèves et professeurs.

À l'opposé, nous devons commencer à discuter comment nous allons faire pour que notre éducation soit autonome, de telle sorte que nos écoles aient une plus grande liberté dans le cadre d'une éducation nationale. Pour définir comment doivent être les plans et programmes, les contenus et les pratiques pédagogiques dans et hors de la classe, qui permettent à notre éducation de répondre aux retards, au besoins si divers d'enfants et de jeunes de dizaines de cultures différentes, de la campagne et de la ville, du nord, du centre et du sud du pays, du Yucatán à la Basse Californie. Une autonomie qui permette de laisser en arrière la culture de l'uniformité, d'un seul manuel gratuit, d'une même évaluation pour les élèves et les enseignants de tout le pays. Nous devons construire un cadre national légal et éducatif qui soit capable de protéger et de favoriser — et non de limiter — l'exubérante richesse d'expressions culturelles et éducatives aux niveaux locaux et régionaux. Nous n'avons pas besoin d'avoir ce que nous vivons aujourd'hui : une autorité fédérale et centrale dont l'occupation fondamentale ces jours-ci est de refuser les initiatives et projets d'éducation qui surgissent des régions et entités fédérales.

Cette autonomie ne signifie pas que les gouvernements des États et de la Fédération abandonnent ou diminuent leur responsabilité dans le financement de l'éducation publique, comme le stipule le Cinquième Transitoire, Fraction III, incise a), de la réforme aux articles 3 et 73 de la Constitution : « *Renforcer l'autonomie de gestion des écoles devant les organes de gouvernement qui correspondent, avec l'objectif d'améliorer leur infrastructure, d'acheter du matériel éducatif, de résoudre les problèmes opérationnels de base...* »

La CNTE demande, pour garantir l'équité dans l'éducation, la dotation de matériels scolaires, d'uniformes et de chaussures, ainsi que des bourses et la dotation de livres à tous les niveaux éducatifs.

La tentative actuelle de réforme de l'éducation porte directement atteinte à ce qu'est ce pays : une mosaïque de cultures, de régions, de langues et d'économies distinctes. Il porte également atteinte à la définition de notre pays que fait la constitution quand elle signale que « la nation mexicaine a une composition pluriculturelle » (Art. 4 de la Constitution). Pour un pays énorme et profondément divers, la réforme qu'on nous impose instaure un seul organisme (l'Institut national d'évaluation éducative) comme le grand surveillant, une « autorité au niveau national en matière d'évaluation éducative », qui, — pour se prolonger en une structure encore plus verticale et bureaucratique — sera à la tête de tout un « Système national d'évaluation éducative » (Art. 6 proposition de loi INEE). Elle établit, en outre, comme quelque

chose de constitutionnel du pays, « la mesure » (Art. 3 réformé), la façon la plus superficielle, discriminatoire et uniformisatrice d'évaluer. Avec tout cela, les enseignants et les élèves, depuis ceux de la Sierra Norte de Puebla jusqu'à ceux des zones résidentielles des grandes villes, en passant par les lotissements périphériques et les écoles rurales, seront évalués avec une mesure unique, comme si ce pays avait une seule langue, était homogène et fondamentalement égalitaire. Au lieu du cheminement vers le renforcement de nos multiples identités et de construire à partir d'elles un pays de potentialités diverses, il se profile un futur éducatif d'une encore plus puissante et asservissante centralisation de l'éducation.

Le nouveau cadre légal qui est proposé pour l'éducation renforce cette tendance au centralisme et au caractère unique de l'éducation et de l'évaluation quand on signale que « les entités fédérales maintiendront leurs législations en accord avec cette loi » (Art. 1 dans la proposition de LGSPD). Une loi, il est vrai, si détaillée que pratiquement elle ne laisse aucun interstice pour que se manifeste une autre des caractéristiques du pays : sa constitution autour d'un pacte d'entités souveraines : « C'est la volonté du peuple mexicain de se constituer en une République représentative, démocratique, fédérale, composée d'États libres et souverains en tout ce qui concerne leur régime intérieur » (Art. 40).

Les nouvelles modifications impulsées éliminent des facultés qu'aujourd'hui encore ont les entités fédérales, comme par exemple celle de réaliser des évaluations pour leur propre compte (proposition de modification à l'art. 29, LGE).

À l'inverse nous proposons, nous, une évaluation différente, du bas vers le haut. Une évaluation horizontale réalisée depuis les écoles et les communautés elles-mêmes, développée comme un exercice de dialogue au niveau de chaque zone, région et entité fédérale. Une évaluation qui, en même temps qu'elle décrit les problèmes, analyse les facteurs qui les causent, les remèdes qui peuvent être apportés, et recueille les expériences réussies d'enseignants et d'écoles pour améliorer l'éducation. À partir de ces processus d'évaluation qui engagent élèves, enseignants, écoles, communautés et autorités dans la définition et la solution de la problématique locale et régionale, il est possible de construire au niveau national et d'en bas des politiques éducatives faisant l'objet d'un large consensus entre les acteurs. Ce sont des processus qui servent, en outre, à définir l'amplitude, les contenus, et aussi les formes que doivent adopter les programmes de formation permanente du professorat, ils permettent de détecter en plus de façon tangible et inéquivoque les insuffisances en infrastructures et équipements, et ils serviront finalement à retrouver des exemples d'initiatives concrètes que, de façon spontanée et systématique ont établies des groupes d'écoles, des régions et des entités fédérales. Il est indispensable, cependant, que ces processus d'évaluation soient soutenus par des conseils experts et des études descriptives et de diagnostic qui permettent que, depuis d'autres angles de vision, on analyse la problématique de l'éducation et qu'ainsi se renforcent encore davantage des processus d'amélioration.

Ces processus doivent aussi être soutenus par des changements constitutionnels et légaux, qui, en même temps qu'ils établissent les grands desseins de l'éducation et leurs conditions minimales, créent un cadre où les régions du pays puissent s'exprimer et répondre à leurs besoins dans le cadre du fédéralisme et d'une seule nation, et aussi d'une seule, mais diverse, éducation.

Une proposition d'évaluation et d'amélioration de l'éducation comme celle-ci, qui inclut directement et systématiquement les acteurs du processus éducatif et les parents d'élèves, les communautés, rend possible de créer un dynamisme de participation et d'engagement dans le projet beaucoup plus profond que celui que peut déclencher un processus autoritaire, vertical, centré autour des autorités et avec des traits statutaires persécuteurs et répressifs clairement en opposition avec l'article 123 de la constitution. La force puissante de la participation réelle des acteurs a été systématiquement absente des initiatives et réformes verticales des dernières décennies, et à présent, encore une fois, on prétend la laisser dehors.

Nous proposons que dans chaque école se forme un Conseil d'évaluation élu par la communauté, qui considère divers éléments comme les conditions matérielles de l'établissement, le travail enseignant, la charge administrative, l'assistance régulière des élèves, leur mise à profit de l'enseignement, le rôle des autorités éducatives, etc. Ce modèle doit être reproduit au niveau des États.

Nous avons besoin d'un salaire digne et de la garantie de pouvoir compter sur notre emploi, aussi nous demandons qu'aucun travailleur de l'éducation ne soit licencié comme conséquence d'un mesurage punitif qu'on veut nous imposer aujourd'hui ; tout au contraire, nous exigeons de mettre en œuvre un programme de titularisation massive pour les travailleurs de l'éducation qui à présent occupent des postes temporaires.

Une véritable transformation éducative ne doit pas laisser de côté les institutions formatrices d'enseignants. Nous sommes d'accord pour engendrer une refondation des écoles normales afin de renforcer leur mission historique. La discussion doit tourner autour d'au moins trois axes : l'axe éthique, le politique et l'épistémologique. Nous réaffirmons notre lutte pour la défense et le renforcement du système normalien mexicain. Nous demandons l'attribution automatique d'un poste pour tous les sortants des écoles normales publiques du pays, qui ont été accrédités par une institution formatrice reconnue officiellement et présentent le profil et le droit nécessaires.

La démocratie ne doit pas passer seulement par le domaine éducatif et sa mise en œuvre, elle doit aussi offrir aux enseignants le droit élémentaire d'élire librement leurs représentants syndicaux, droit refusé pendant des décennies par le gouvernement fédéral, les gouvernements des États, et la clique qui a séquestré notre syndicat. Nous demandons la réalisation de Congrès d'États et d'un Congrès national pour élire une représentation des enseignants d'en bas. Il est impossible de remettre à plus tard la DÉMOCRATISATION du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).

Nous exigeons l'arrêt de la répression administrative, physique, psychologique et pénale contre tout militant de la CNTE, en particulier contre les camarades de l'État du Guerrero. Nous assumons pleinement les demandes de tous nos contingents, ainsi que celles des organisations sociales, syndicales, paysannes et étudiantes.

Avec la force de la mobilisation nous continuerons à revendiquer notre droit, celui des parents d'élèves et des élèves de tous les niveaux à être écoutés. Nous appelons à un dialogue sérieux et responsable le gouvernement fédéral et les pouvoirs législatif et judiciaire, dialogue qui permette d'apporter la solution à nos légitimes demandes et revendications.

UNIS ET ORGANISÉS, NOUS VAINCRONS !

Coordination nationale des travailleurs de l'éducation

1^{er} mai 2013.

(Traduction : P. Ch., Union syndicale Solidaires, France)